

EXTRA



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, 14 NOVEMBRE 1922

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, 14TH NOVEMBER, 1922.

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT—:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que l'article 584 des Statuts refondus de Québec, 1909, autorise le lieutenant-gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le juge à propos, de faire faire une enquête qui a trait au bon gouvernement de la province, sur la gestion de quelque partie des affaires publiques et spécialement sur l'administration de la justice, et à ces fins de nommer un ou plusieurs commissaires pour faire

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the SEAS, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS article 584 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, authorizes the Lieutenant-Governor in Council, whenever he deems it expedient, to cause inquiry to be made into and concerning any matter connected with the good Government of the Province, the conduct of any part of the public business and especially on the administration of Justice, and for such purposes to appoint

une enquête par une commission communément appelée COMMISSION ROYALE;

ATTENDU qu'en juillet 1920, une jeune fille nommée Blanche Garneau a été assassinée en la cité de Québec dans des circonstances particulièrement atroces et qui ont ému l'opinion publique;

ATTENDU que des rumeurs se sont répandues dans le public que les autorités chargées de l'administration de la justice n'avaient pas fait tous leurs efforts pour connaître et traduire devant les tribunaux les auteurs de ce meurtre;

ATTENDU que les mêmes rumeurs voulaient que les autorités de la justice, dans la recherche des auteurs de ce crime, auraient voulu protéger quelques personnes et ne pas arrêter les meurtriers véritables ou supposés;

ATTENDU que des personnes haut placées ont donné cours à ces rumeurs et les ont répétées;

ATTENDU que de semblables rumeurs ont pu créer un certain malaise parmi notre population et sont de nature à jeter du discrédit sur l'administration de la justice dans notre dite province;

ATTENDU qu'une enquête à ce sujet porte sur des faits judiciaires dont l'appréciation appartient surtout aux tribunaux;

ATTENDU que par un rapport de l'honorable Procureur-Général, et par un arrêté de l'honorable Conseil Exécutif pour Notre province de Québec, il est déclaré qu'il convient, dans les circonstances, de nommer deux commissaires choisis parmi les juges en retraite de cette province, pour s'enquérir pleinement des faits ci-dessus mentionnés et faire rapport;

ET ATTENDU que Nous avons jugé à propos, dans l'intérêt du bon gouvernement de notre dite province, que cette enquête se fasse;

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec et sous l'autorité de l'article 584 des Statuts refondus de Québec, 1909, Nous constituons et nommons l'honorable M. John Sprout Archibald, juge en chef suppléant en retraite de Notre Cour supérieure de la province de Québec, et l'honorable M. Joseph Eméry Robidoux, juge en retraite de Notre Cour supérieure de la dite province, commissaires pour s'enquérir des faits suivants:

(a) Si, à la suite du meurtre de ladite Blanche Garneau, les autorités chargées de l'administration de la justice en cette province ont fait tous leurs efforts et toute la diligence possible pour découvrir les auteurs de ce meurtre;

(b) Si ces autorités ont essayé de dérober ou ont dérobé qui que ce soit à l'action de la justice;

(c) Si ces mêmes autorités ont manqué, en aucune manière, de suivre et de vérifier toutes les indications qui leur ont été fournies.

Et à cette fin, nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que lesdits commissaires soient chargés et tenus:

(a) De commencer leur enquête dès leur nomination et la poursuivre avec diligence;

(b) D'entendre toutes les personnes qui voudraient se présenter devant eux pour rendre témoignage;

(c) D'assigner tous les témoins qu'ils croient utiles à leur dite enquête;

(d) De permettre à qui que ce soit d'être représenté par procureur;

(e) D'exercer tous les pouvoirs prévus par les articles 584 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909;

one or more commissioners to conduct such inquiry by way of a commission commonly called ROYAL COMMISSION;

WHEREAS in July 1920, a young girl named Blanche Garneau was murdered in the city of Quebec, under particularly atrocious circumstances and which roused public feeling;

WHEREAS rumors spread among the public that the authorities charged with the administration of justice had not done all that was possible to discover and bring before the Courts the authors of this murder;

WHEREAS it was also rumored that the authorities of justice, in their search for the authors of this crime, wished to protect some persons and did not arrest the true or supposed murderers;

WHEREAS persons in high places have given attention to these rumors and repeated them;

WHEREAS such rumors may have created a certain unrest among our people and are of a nature to throw discredit on the administration of justice in our said Province;

WHEREAS an inquiry in this matter bears on judicial facts, the appreciation of which belongs especially to the Courts;

WHEREAS by a report of the Honourable Attorney-General and by an Order of Honourable Executive Council for Our Province of Quebec, it is declared that it is expedient, under the circumstances, to appoint two commissioners chosen among the retired Judges of this Province to inquire fully into the facts mentioned above and to make report;

AND WHEREAS we have deemed fit, in the interest of the good Government of our said Province, that this inquiry be held;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of Our Province of Quebec, and under the authority of article 584 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, We constitute and appoint the Honourable John Sprout Archibald, retired acting Chief Justice of our Superior Court of the Province of Quebec, and the Honourable Joseph Emery Robidoux, retired judge of our Superior Court of the said province, commissioners to inquire into the following facts:

(a) If, following the murder of the said Blanche Garneau, the authorities charged with the administration of Justice for this province used all efforts and all possible diligence to discover the authors of this murder;

(b) If these authorities sought to avoid or did avoid any thing whatever to see that justice was done;

(c) If the same authorities failed in any manner to follow or verify all clues furnished to them.

And to that end We have proclaimed and directed and by these presents proclaim and direct that the said commissioners be charged and held:

(a) To commence their inquiry from the time of their nomination and to continue it with diligence;

(b) To hear all persons who wish to appear before them to give evidence;

(c) To subpoena all witnesses whom they believe useful for their said investigation;

(d) To permit any person whatsoever to be represented by counsel;

(e) To exercise all the powers provided for by article 584 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909;

(f) De faire leur rapport le ou avant le 1er janvier 1923.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce QUATORZIÈME jour du mois de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-deux et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

AVIS

Les commissaires nommés en vertu de l'arrêté en conseil No 2299, en date du 10 novembre, 1922, pour s'enquérir de l'administration de la justice en ce qui regarde l'affaire du meurtre de Blanche Garneau, donnent avis qu'ils tiendront leur première réunion dans le palais de justice du district de Québec, dans la salle de la Cour du Banc du Roi, dans la cité de Québec, le vingt-unième jour de novembre 1922, à 10.30 heures de l'avant-midi.

Toutes personnes désirant faire quelques communications et rendre témoignage devant les commissaires sont invitées à comparaître.

Québec, 14 novembre 1922.

J.-S. ARCHIBALD,
J. E. ROBIDOUX.

(f) To make their report on and before the first of January, 1923.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this FOURTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,
C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

NOTICE

The Commissioners appointed by virtue of an Order in Council No. 2299 dated November the 10th, 1922, to enquire into the administration of justice in connection with the matter of the murder of Blanche Garneau, give notice that they will hold their first meeting in the Court House of the district of Quebec, in the hall of the Court of King's Bench, in the city of Quebec, on the twenty first day of November 1922, at 10.30 o'clock in the forenoon.

Any persons wishing to impart any communications and to give evidence before the commissioners are invited to appear.

Quebec, November 14th 1922.

J. S. ARCHIBALD,
J. E. ROBIDOUX.